



**Défaillances d'entreprises en France :
bilan et perspectives**

Conférence de presse
18 janvier 2024



Alain TOURDJMAN

Directeur Études et Prospective
Groupe BPCE



Julien LAUGIER

Economiste
Groupe BPCE

01

Conjoncture macroéconomique des entreprises

02

Bilan des défaillances en 2023 : une normalisation et au-delà !

03

Des perspectives dégradées en 2024, mais pas de scénario catastrophe

101

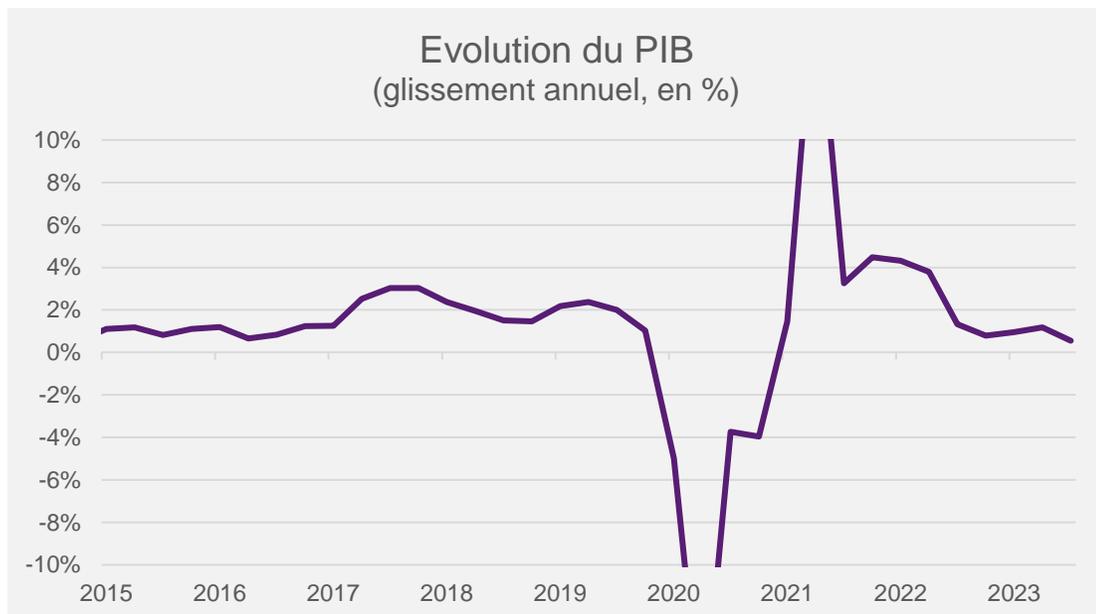
Conjoncture macroéconomique des entreprises



Un ralentissement marqué de l'activité, et donc des débouchés ...

... mais l'emploi est très résilient

- L'activité est quasi-atone depuis environ un an ... mais sans récession, malgré les changements violents (pénuries énergétiques, inflation et hausses de taux, guerre en Ukraine ...)
- La conjoncture économique se dégrade : léger recul du PIB au T3 2023 et croissance limitée au-delà
- L'activité économique est encore génératrice d'emploi (+181 000 en un an)



Données : Insee ; calculs : BPCE

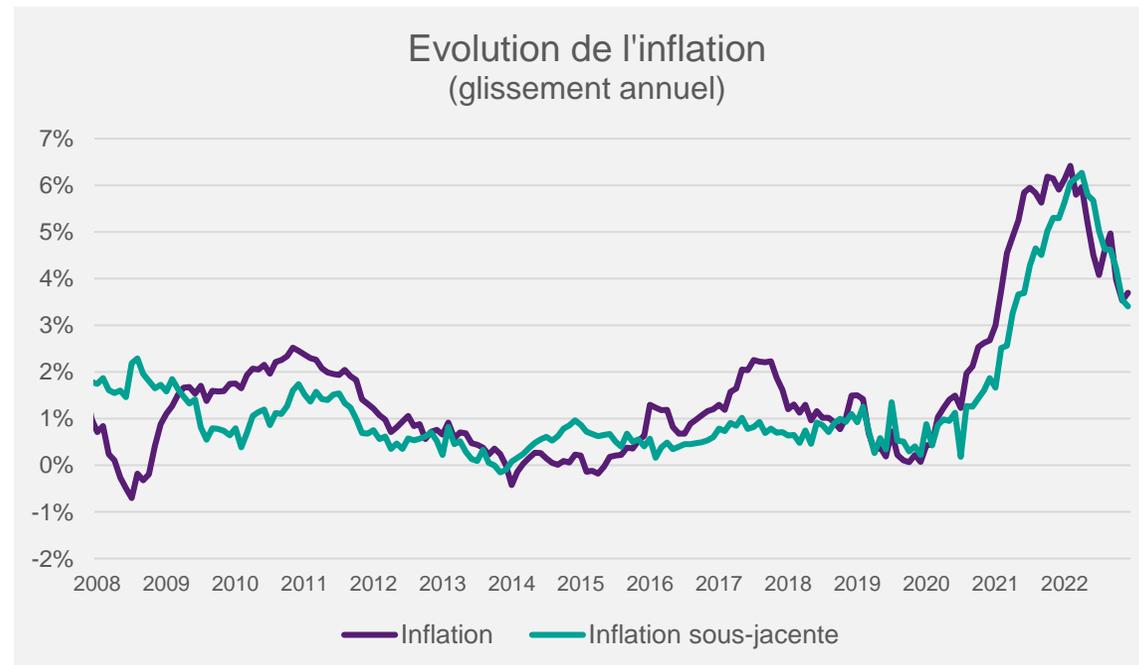


Données : Insee ; calculs : BPCE

Un environnement inflationniste s'est installé en 2023 ...

... entraînant plusieurs hausses de taux directeurs par la BCE

- ⊙ Une nette hausse de l'inflation post-confinements puis une crise énergétique suite à la guerre en Ukraine
 - Une hausse des taux d'intérêt de 450 bp de la BCE en un an
 - Mais l'inflation mue: des biens aux services et des matières premières aux salaires
 - Et l'inflation sous-jacente (hors énergie et alimentaire) demeure très élevée, voire dépasse l'inflation totale. Le choc énergétique s'est diffusé au reste de l'économie par les 'effets de second tour'



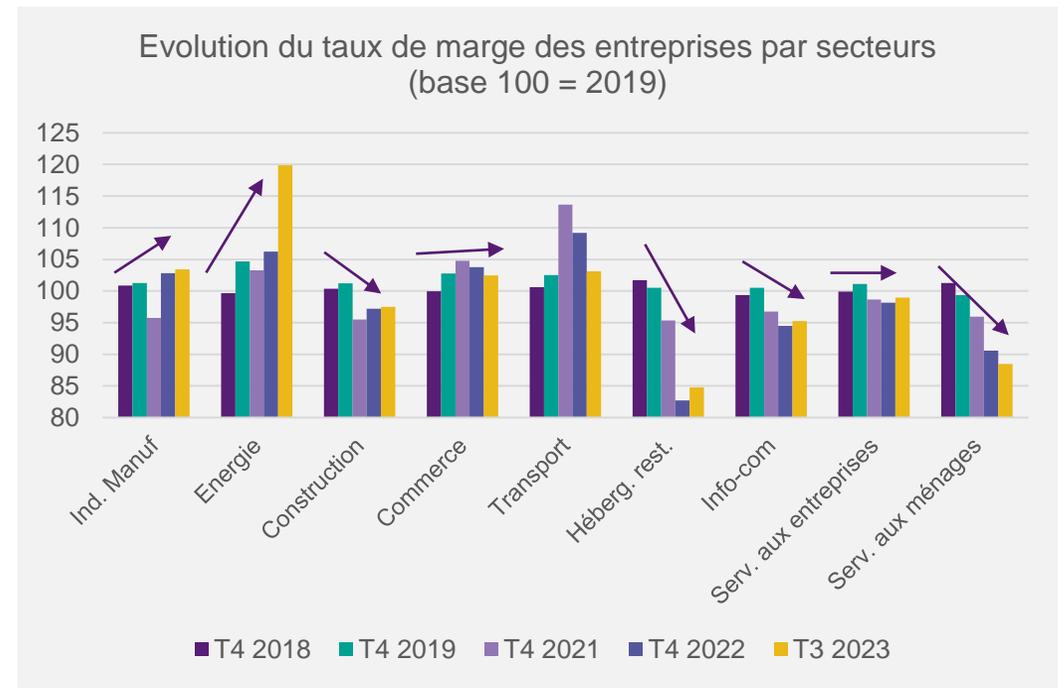
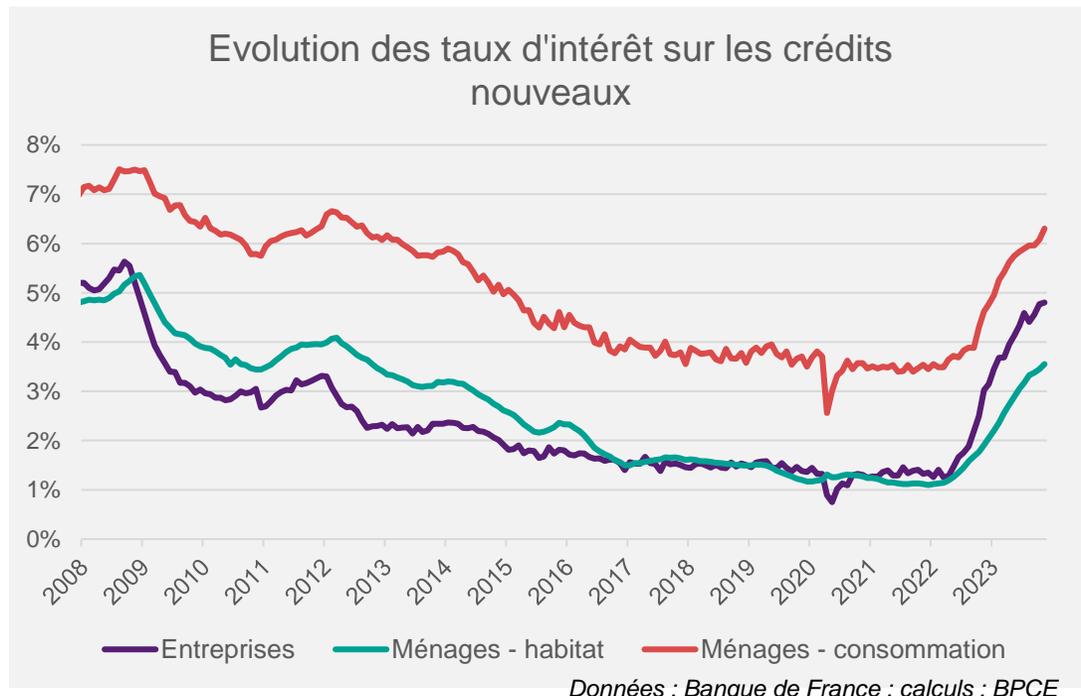
Données : Insee ; calculs : BPCE

Données : Banque de France

Cet environnement complexifie l'équation des entreprises

Hausse du coût de financement et pression très inégale sur les marges

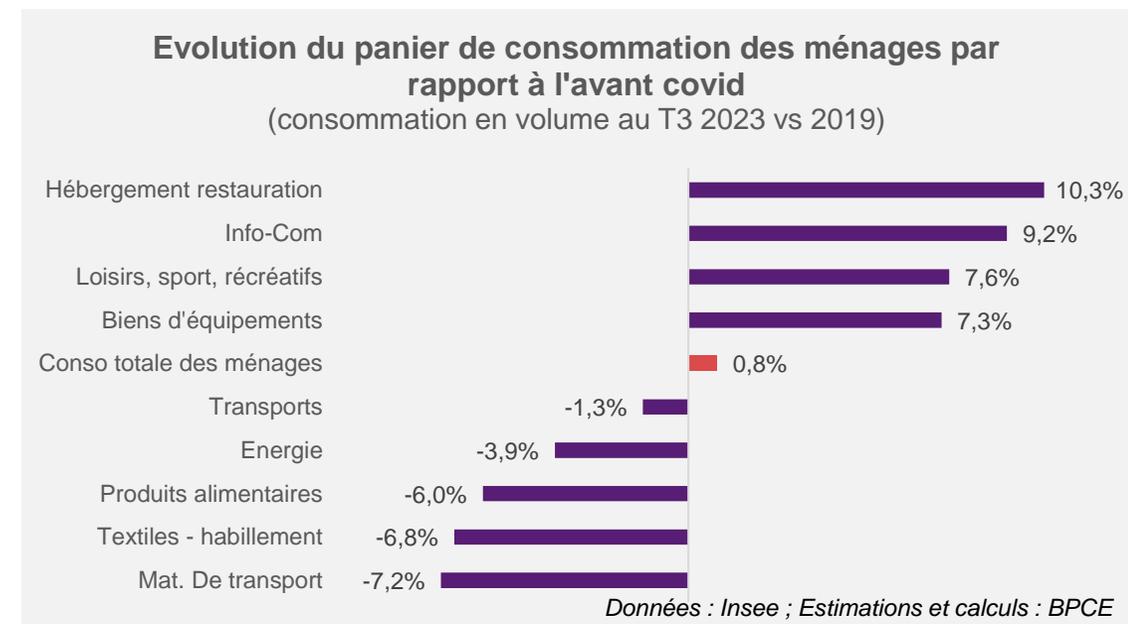
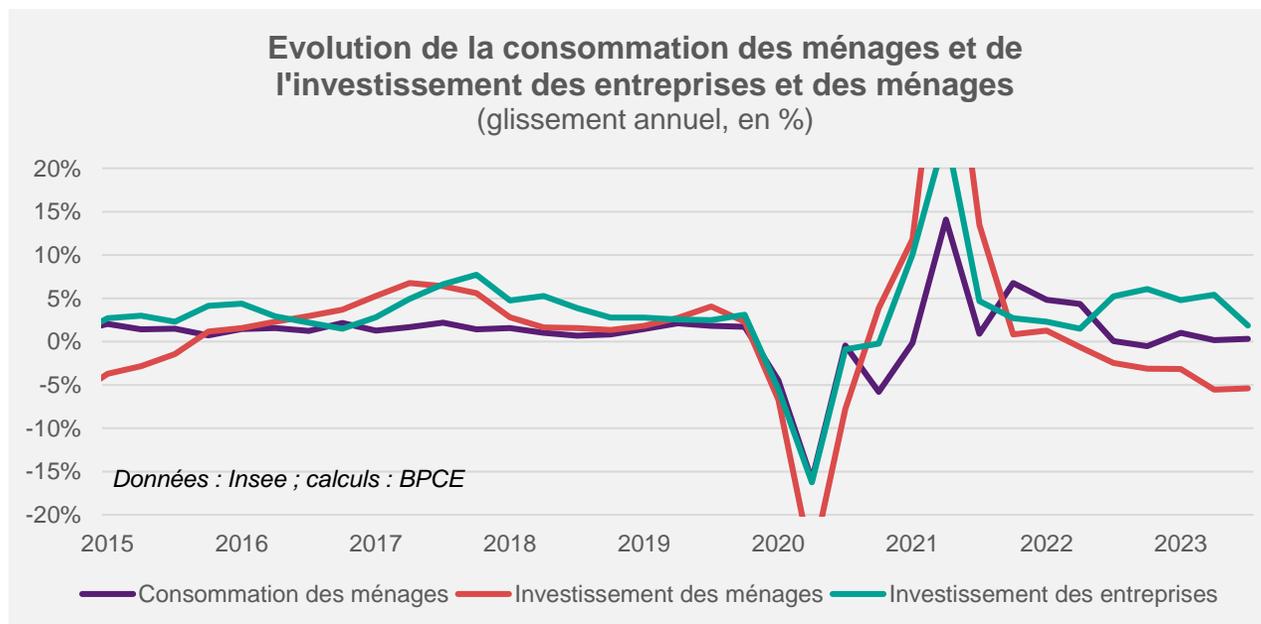
- ⦿ Hausse du coût de financement pour les entreprises (entraînant des difficultés de financement) et pour les ménages (entraînant des contraintes pour les achats importants et leur projet immobilier)
- ⦿ Pas de pression sur les marges des entreprises au niveau macroéconomique mais beaucoup de disparités :
 - selon la **taille des entreprises** : pression forte sur les plus petites entités et moindre sur les plus grandes
 - selon les **secteurs** : plus forte pression dans les secteurs serviciels (notamment restauration, services aux ménages)



Les dépenses des ménages plient face à l'inflation ...

... contrairement à l'investissement des entreprises

- (--) L'investissement des ménages (logements neufs + travaux) percuté par la hausse des taux
- (~) Le ralentissement du pouvoir d'achat des ménages pèse sur la consommation et a modifié leur panier de consommation :
 - Réduction drastique des dépenses alimentaires, en habillement, et les achats de voitures
 - Les dépenses dans les biens d'équipements et dans les services ont globalement été résilientes
- (+) L'investissement des entreprises a largement soutenu l'activité économique :
 - Les entreprises ont nettement investi (renouvellement de l'outil de production + investissements verts)
 - Mais la hausse des taux et la dégradation des conditions d'exploitation pèsent sur l'investissement depuis quelques mois



| 02

Bilan des défaillances en 2023 : une normalisation et au-delà !



Un rebond des défaillances attendu en 2023 ...

... en lien avec le contexte économique peu porteur et le remboursement de la dette covid

⊙ Retour sur la période 2020-2022 :

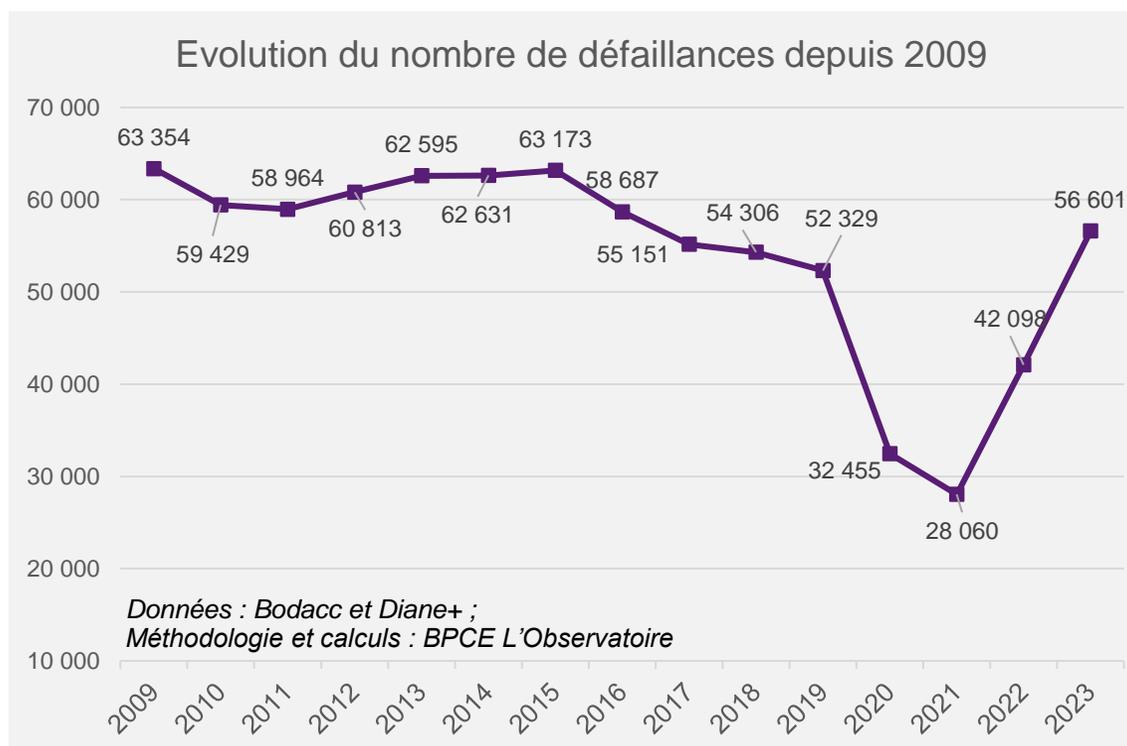
- Jusqu'à 40 % de défaillances en moins par rapport à 2019
- Le « quoi qu'il en coûte » a évité un mur des faillites (PGE, fonds de solidarité, emploi partiel et arrêt des procédures de recouvrement des Urssaf)

⊙ Le virage serré de l'année 2023 :

- Fort ralentissement économique (sans récession)
- Inflation : contrainte sur les marges et les débouchés de nombreuses entreprises
- Hausse des taux : coût de financement (notamment de trésorerie) plus difficile
- Remboursement de la dette covid : PGE (après des banques) et aussi dette sociale et fiscale
- Reprise des recouvrements Urssaf (surtout à partir de septembre 2023)

→ **Normalisation des défaillances sur l'année 2023 (+8% par rapport à 2019)**

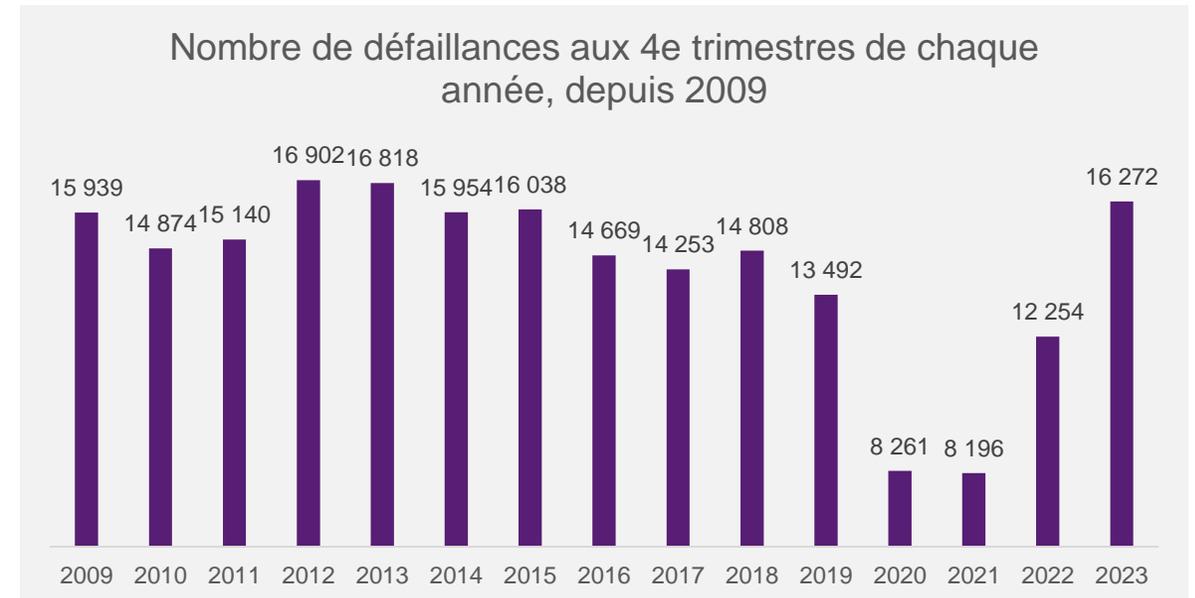
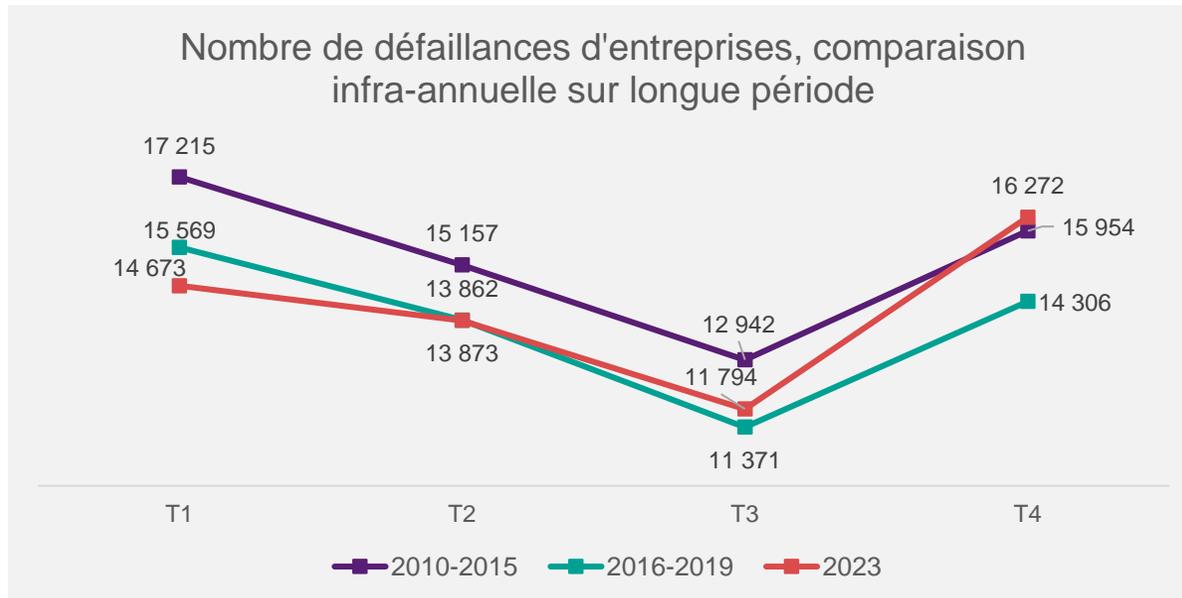
56 601 défaillances d'entreprises en France en 2023 (+8% par rapport à 2019)



Signaux d'alerte (1/6) : une aggravation au cours de l'année

Le nombre de défaillances au 4^e trimestre 2023 est historiquement élevé

- Si le nombre de défaillances sur l'ensemble de l'année 2023 ne paraît pas préoccupant ...
- ... la dégradation de la situation au cours de l'année 2023 est une source d'inquiétude :
 - 1^{er} trimestre 2023 : moins de défaillances que lors de la période « favorable » 2016-2019 ...
 - 4^e trimestre 2023 : plus de défaillances que lors de la période « défavorable » 2010-2015 → plus haut niveau depuis 2013



Données : Bodacc et Diane+ ; Méthodologie et calculs : BPCE L'Observatoire

Signaux d'alerte (2/6) : une létalité plus importante

Une remontée plus rapide des liquidations judiciaires en 2023

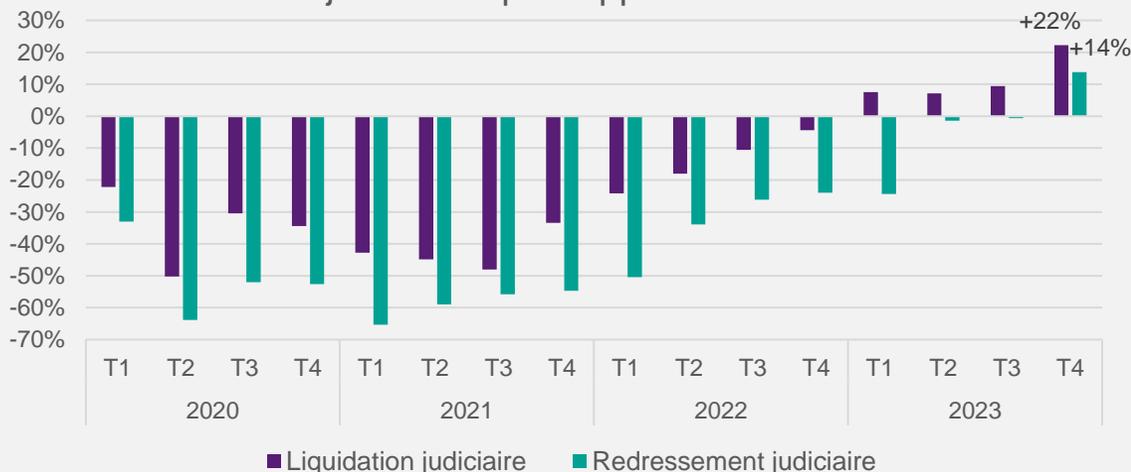
- Une remontée plus précoce et plus forte des liquidations judiciaires
 - Dégradation de la structure des défaillances : 73% de liquidations en 2023 (contre 71% historiquement)
- Mais rebond des redressements judiciaires au T4
 - Cette structure devrait se normaliser

Point méthodologique

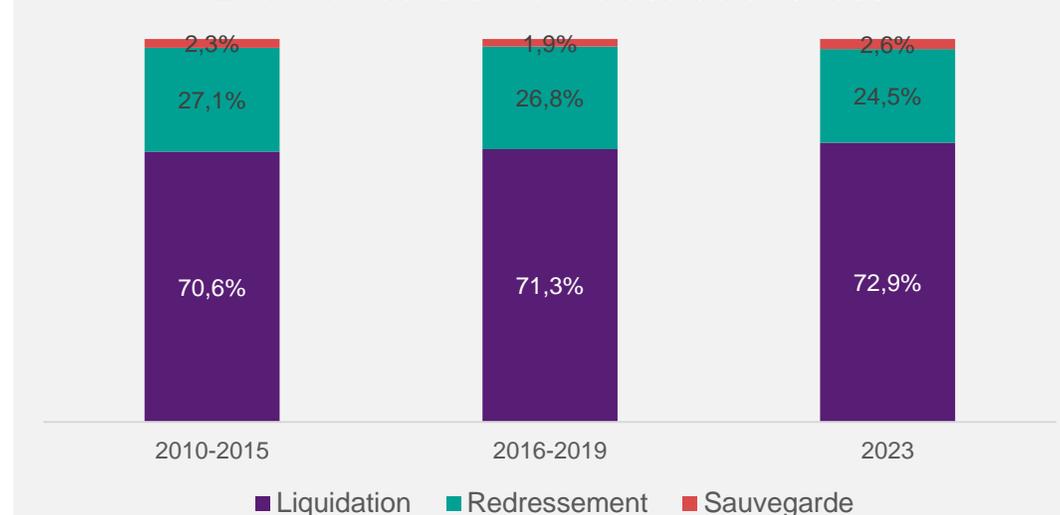
1 défaillance = 1 jugement d'ouverture d'une procédure de liquidation ou de redressement (ou de sauvegarde)

- **Liquidation**
 - Cessation de paiement mais redressement impossible
 - Fin de l'activité ou cession (totale ou partielle) de l'entreprise
- **Redressement**
 - Cessation de paiement
 - Apurement (souvent partiel) du passif

Evolution des liquidations et des redressements judiciaires par rapport à 2019



Evolution de la structure des défaillances



Données : Bodacc et Diane+ ; Méthodologie et calculs : BPCE L'Observatoire

Signaux d'alerte (3/6) : des différences de taille

Une normalisation pour les plus petites entités, un rattrapage pour les PME-ETI

⊙ Une différence de taille dans l'évolution des défaillances en 2023 :

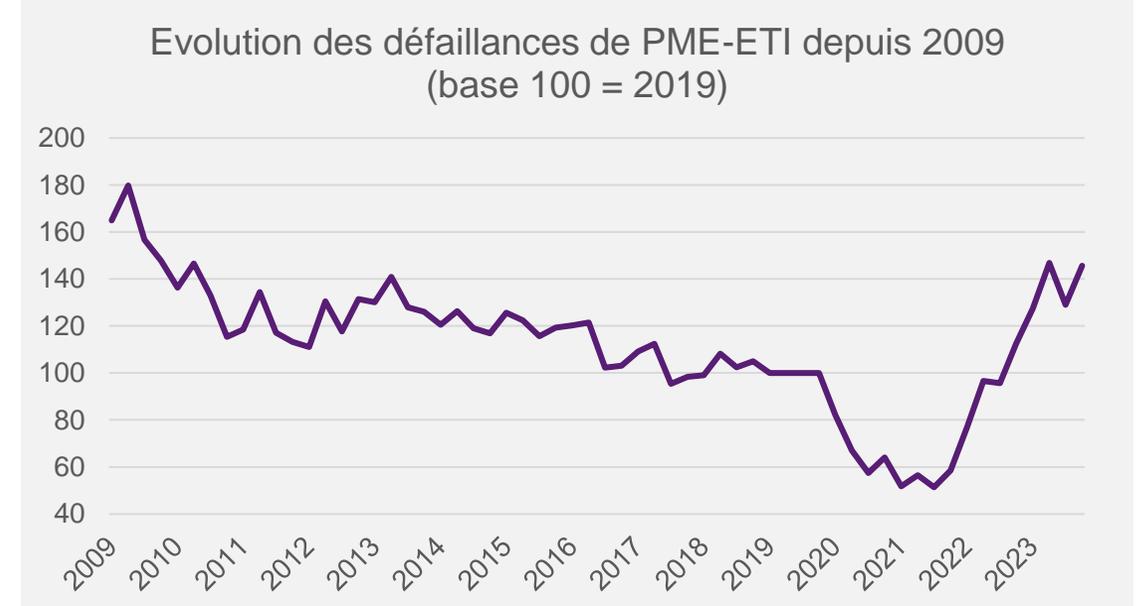
- **Plus petites entités** (moins de 3 salariés) : **normalisation** des défaillances en 2023 (+2% vs 2019), c'est-à-dire un retour au niveau pré-crise
- **PME-ETI** : la normalisation a déjà eu lieu en 2022 → **rattrapage** en 2023 de près de la moitié des défaillances suspendues par la covid

→ Le nombre de PME-ETI défaillantes a atteint en 2023 un niveau historiquement élevé (équivalent à la période 2010-2012)

Nombre de défaillances d'entreprises par taille depuis 2019

	2019	2020	2021	2022	2023	Evolution 2023 vs 2019
Moins de 3 salariés	37 766	23 419	20 332	29 321	38 355	+2%
3 à 5 salariés	7 724	4 553	3 989	6 514	9 053	+17%
6 à 9 salariés	3 380	2 124	1 850	2 963	4 445	+32%
PME-ETI	3 459	2 359	1 889	3 300	4 748	+37%
10 à 19 salariés	2 108	1 371	1 192	2 055	2 864	+36%
20 à 49 salariés	982	689	512	949	1 416	+44%
50 à 99 salariés	232	180	112	198	271	+17%
Plus de 100 salariés	137	119	73	98	197	+44%
Toutes tailles	52 329	32 455	28 060	42 098	56 601	+8%

Données : Bodacc et Diane+ ; Méthodologie et calculs : BPCE L'Observatoire



Données : Bodacc et Diane+ ; Méthodologie et calculs : BPCE L'Observatoire

Signaux d'alerte (4/6) : un impact économique très élevé

Environ 240 000 emplois menacés par les défaillances en 2023

Hausse des défaillances en 2023
(56 601 évènements ; +8% vs 2019)



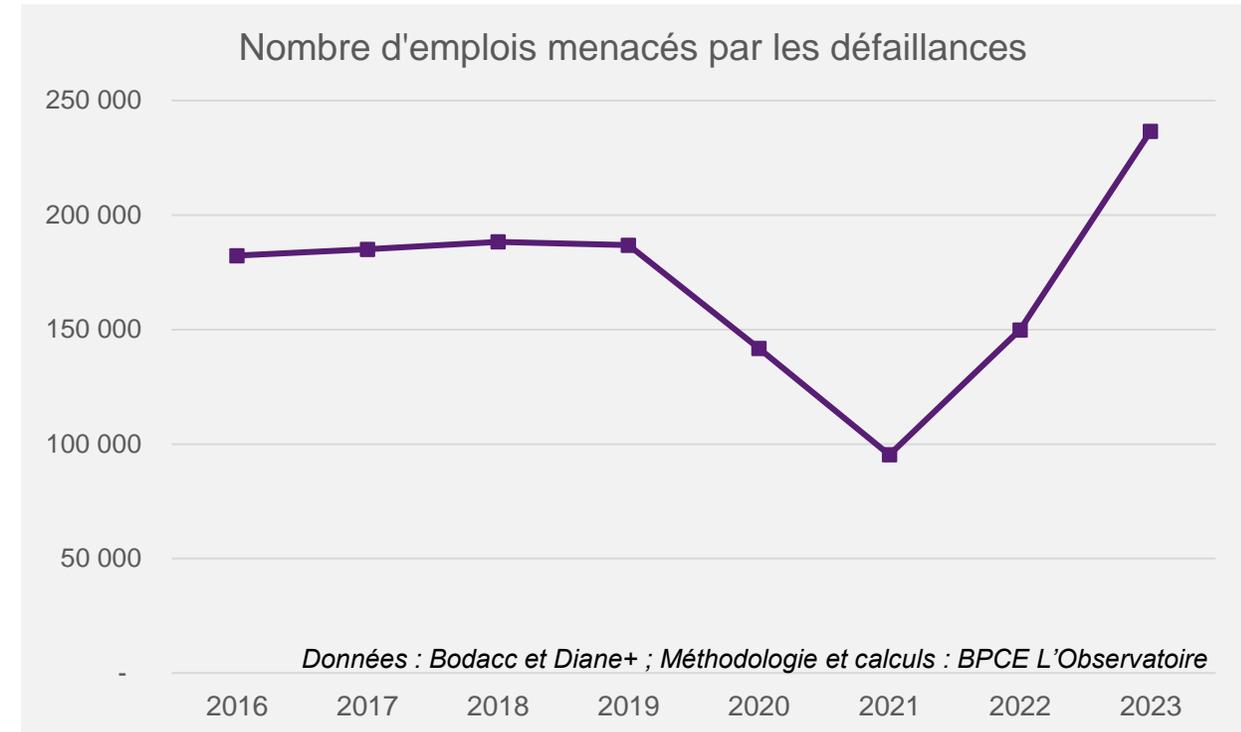
Avec une surreprésentation de PME-ETI
dans les défaillances



D'où un impact économique très élevé en
termes d'emplois
(240 000 emplois menacés ; +27% vs 2019) ...



... mais probablement aussi en termes de
valeur, de créances, de capital, d'interactions
interentreprises, etc

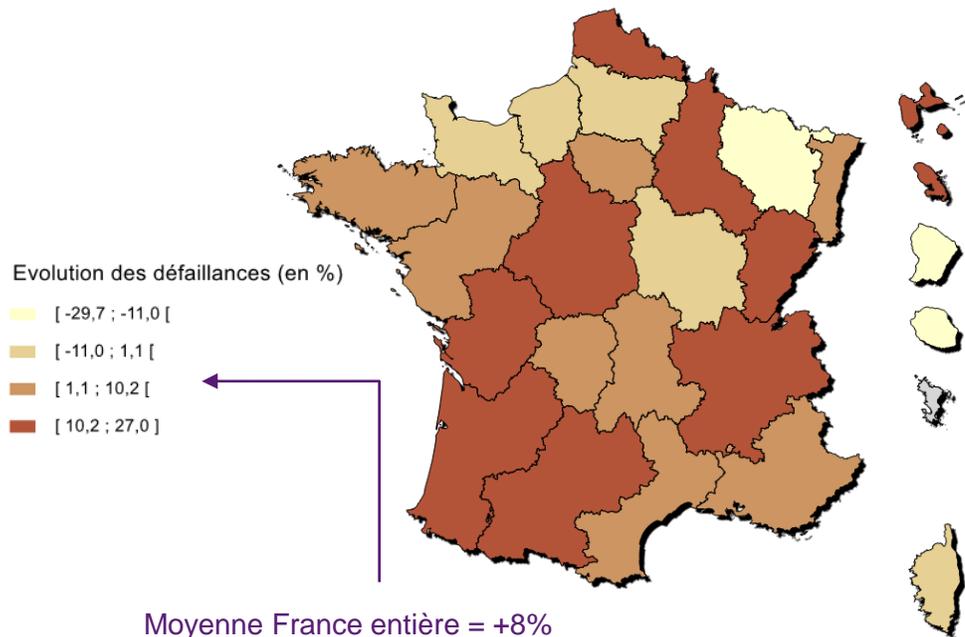


Signaux d'alerte (5/6) : exposition territoriale hétérogène

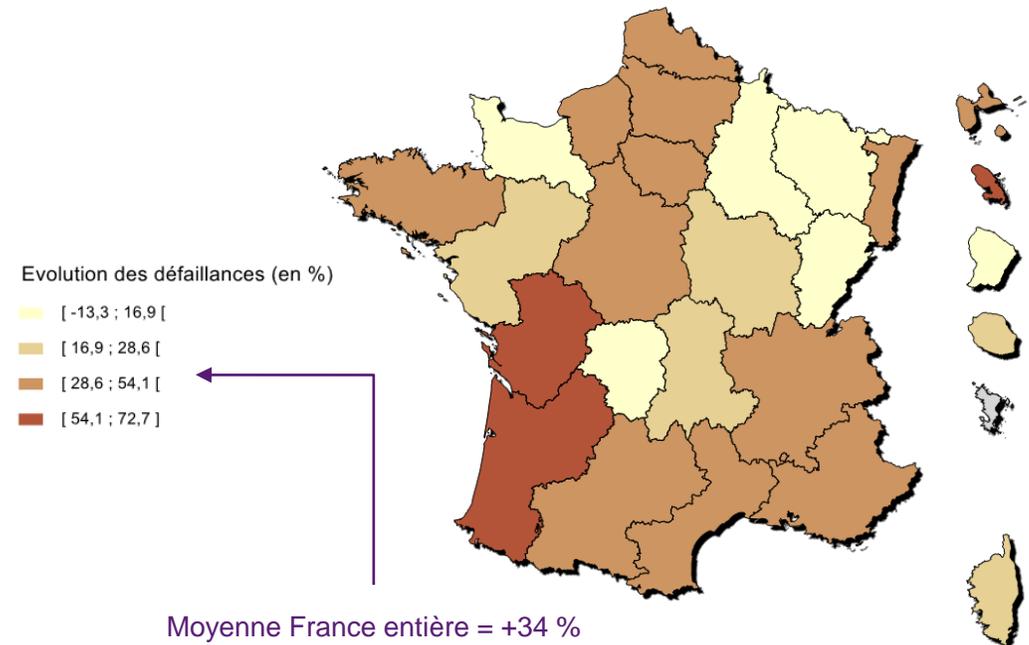
Aquitaine, Poitou-Charentes et Martinique sont les territoires les plus touchés (segments TPE et PME), contrairement à la Lorraine, la Basse-Normandie, la Corse

3 facteurs potentiellement explicatifs : (i) Des cycles économiques plus ou moins amples selon les territoires ; (ii) spécialisation sectorielle ; (iii) comportement des Urssaf

Evolution des défaillances en 2023 par rapport à 2019 –
toutes tailles d'entreprises

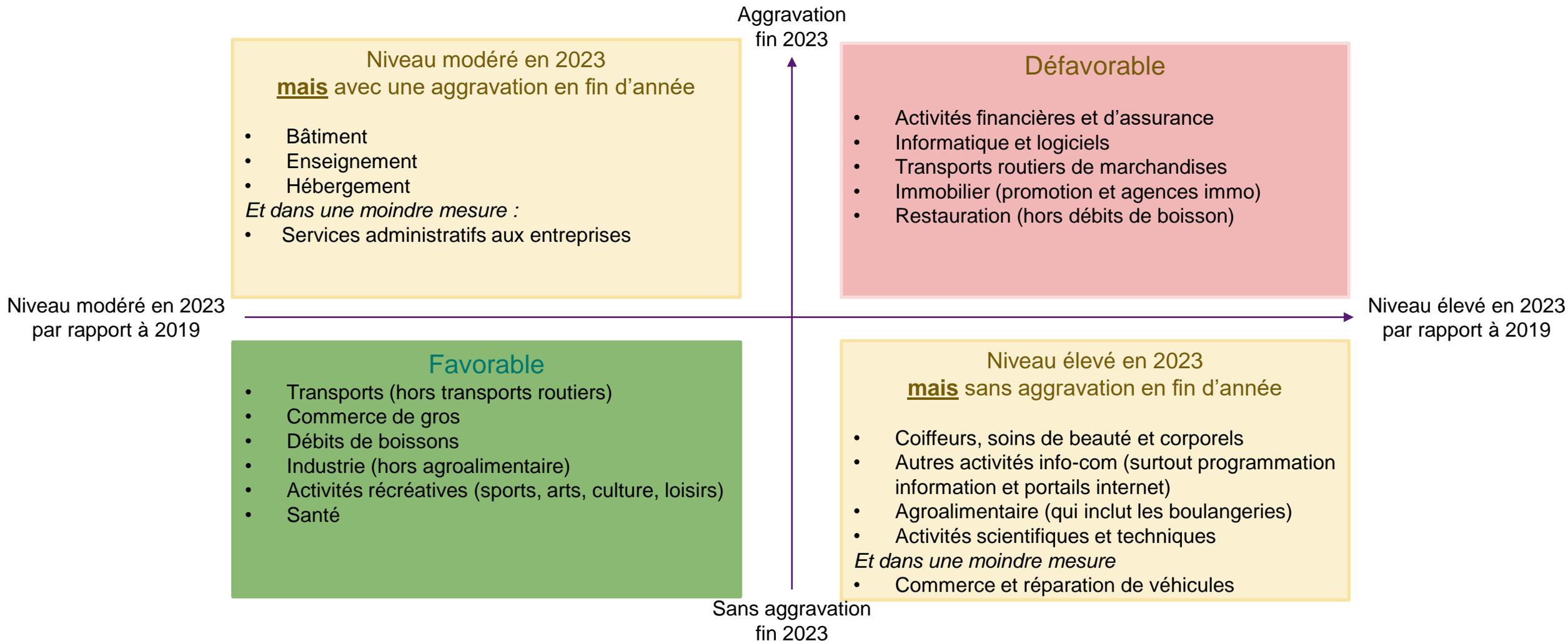


Evolution des défaillances en 2023 par rapport à 2019 –
entreprises employant 6 salariés et plus



Signaux d'alerte (6/6) : disparités sectorielles importantes

Les secteurs énérgo-intensifs sont plus épargnés (pour l'instant) ... contrairement à ceux exposés à la hausse des taux, au changement de comportement de consommation et fragilisés par la covid

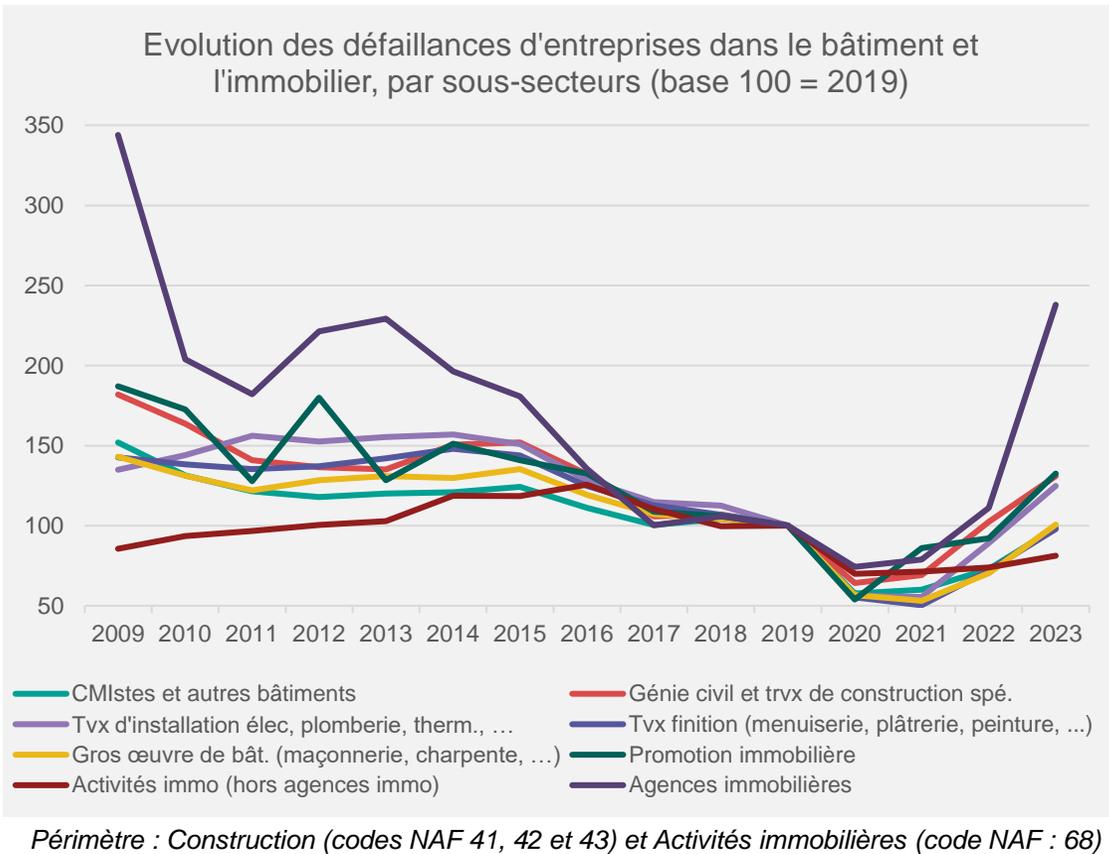


Le bâtiment et l'immobilier : pas de « sur-défaut » mais ...

... une aggravation importante en fin 2023 et certains métiers sont particulièrement exposés

Conjoncture : augmentation des prix de l'énergie, des matières premières et du SMIC + difficultés d'approvisionnement et de recrutement, et surtout désolvabilisation des acheteurs et chute de la demande

Contrainte plus structurelle : secteur peu capitalisé, taux de renouvellement élevé, concurrence des microentreprises



13 904 défaillances dans le bâtiment et l'immobilier en 2023 (+7% vs 2019)

Dans le détail,

- **Vulnérabilité des secteurs historiquement sensibles au retournement économique** : agences immobilières surtout, et, dans une moindre mesure, la promotion immobilière, génie civil, travaux d'installation (électricité, plomberie, isolation, ...)
- Une nette aggravation aux 3^e et 4^e trimestres 2023
- Une surexposition des plus grandes TPE et surtout des PME
- **Résilience du gros œuvre de bâtiment et des travaux de finition** pour l'instant (cycles éco. plus longs dans ces secteurs)

Le secteur du commerce : des réalités diverses ...

... avec les commerces alimentaires en proie à des difficultés majeures

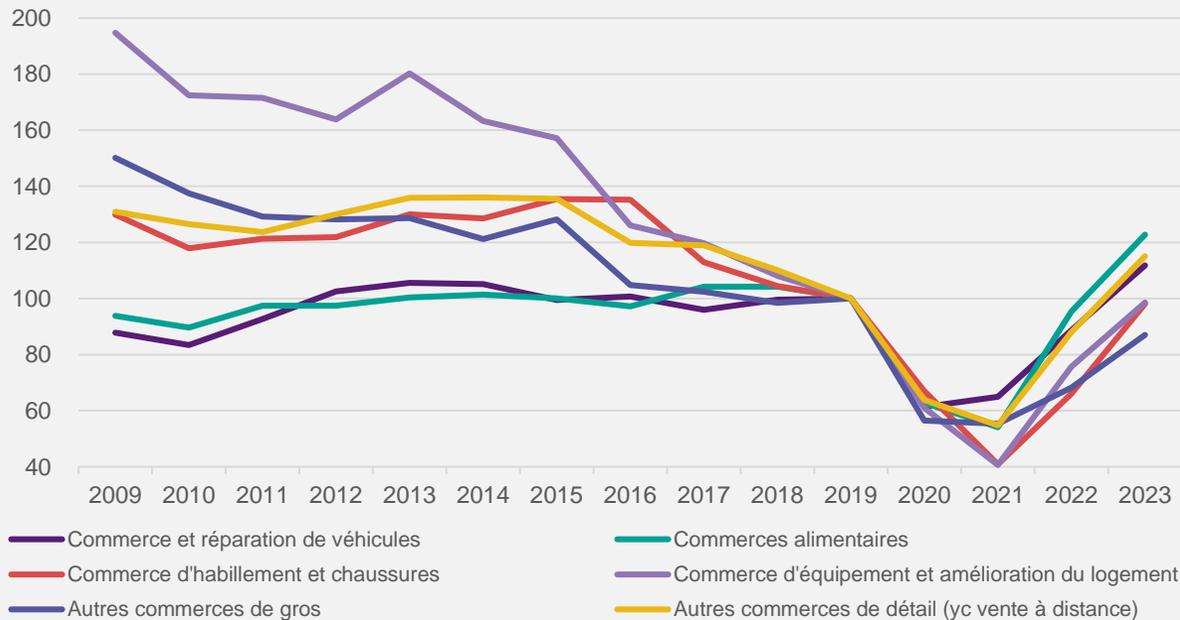
Contexte inflationniste : inflation et changement de comportement de consommation des ménages

12 285 défaillances dans le commerce en 2023 (+8% vs 2019)

Dans le détail,

- Une exposition sectorielle très nouvelle ...
 - ... en difficultés : les commerces alimentaires, et, plus modestement, les autres commerces de détails (surtout la vente à distance) et le commerce/réparation de véhicules
 - ... plus résilients : le commerce de gros, voire les commerces d'habillement/chaussure et les commerces d'équipements / amélioration du logement
- ... croissantes avec la taille des entreprises (surtout +10 sal.)
- Les néo-entreprises sont particulièrement résilientes (contrairement à celles créées entre 2013 et 2020)

Evolution des défaillances d'entreprises dans le commerce, par sous-secteurs (base 100 = 2019)



03

Des perspectives dégradées en 2024, mais pas de scénario catastrophe



Une croissance économique limitée en 2023 et 2024 (+0,8% / +0,7%), mais toujours positive

Même régime de croissance en 2024, mais un changement des forces motrices

- Accélération de la consommation des ménages en 2024 (+1,4%) dans un contexte de reflux de l'inflation
- Investissement des entreprises quasi-stable en 2024 (+0,3%), en lien notamment avec la hausse du coût de financement, après plusieurs années de dynamisme, et des perspectives de demandes dégradées
- Investissement des ménages de nouveau en fort recul en 2024 (-3,2%), qui tient également à la hausse du coût de financement et ses conséquences sur les projets immobiliers des ménages
- Baisse très limitée du coût du crédit en 2024 : plusieurs baisses de taux attendues en 2024 par la BCE mais sans reflux des taux longs, d'où une relative inertie des coûts de financement des ménages et des entreprises

LE CONTEXTE ECONOMIQUE FRANCAIS EN 2023-2024

En %	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
PIB	1,0	1,0	2,5	1,8	1,9	-7,7	6,4	2,5	0,8	0,7
Conso. Mén	1,4	1,6	1,6	1,0	1,8	-6,7	5,1	2,1	0,6	1,4
Invest. (snf+ei)	3,0	2,7	5,5	4,2	2,7	-5,7	9,8	3,8	3,2	0,3
Invest. Mén	-1,7	2,6	6,0	1,8	2,7	-9,0	15,4	-1,2	-4,8	-3,2
Export	4,5	1,6	4,6	4,5	1,6	-17,1	10,7	7,4	1,7	5,1
Import	5,7	2,8	4,9	2,9	2,5	-12,7	9,1	8,8	0,5	3,9
Solde extérieur (*)	-0,4	-0,4	-0,2	0,4	-0,3	-1,2	0,1	-0,7	0,4	0,2
Var. stocks (*)	0,3	-0,4	0,2	-0,1	0,0	-0,2	-0,6	0,7	-0,6	-0,5
Taux de Chômage (moyen hors RDB Mén (pouvoir d'achat)	10,3	10,0	9,4	9,0	8,4	8,0	7,9	7,3	7,3	7,6
Taux d'épargne	0,8	1,5	1,8	1,4	2,6	0,3	2,6	0,2	0,9	1,2
Solde budg. (% PIB)	14,1	14,0	14,1	14,4	15,0	20,9	19,0	17,5	17,7	17,5
Inflation (glist. An)	-3,6	-3,7	-3,0	-2,2	-3,1	-9,0	-6,5	-4,7	-4,9	-4,4
Inflation (moy. An)	0,2	0,6	1,1	1,6	1,5	0,0	2,8	5,8	3,7	2,2
	0,0	0,2	1,0	1,9	1,1	0,5	1,6	5,2	4,9	2,4

(*) Contribution en point de PIB Sources : INSEE, prévisions BPCE, Etudes et Prospective, EB

Des perspectives sectorielles hétérogènes en 2024

Plusieurs secteurs dans la tourmente, quelques secteurs en amélioration et l'industrie dans l'incertitude

Maintien des taux à un niveau élevé



Contrainte sur la solvabilité des ménages



Probablement plus de défaillances dans l'immobilier et le bâtiment en 2024

Erosion des marges, poids de la dette covid, mutations diverses (télétravail, digitalisation)



Probablement plus de défaillances dans la restauration en 2024

Erosion des marges dans les services et des débouchés + mutations diverses (IA, télétravail, ...)



Probablement plus de défaillances dans les services aux entreprises, et les activités scientifiques et techniques en 2024

Reflux de l'inflation + rattrapage salarial



Accélération de la consommation des ménages



Probablement moins de défaillances dans le commerce de détail, l'agroalimentaire et, dans une moindre mesure, dans les services aux particuliers (coiffures, soins, ...) en 2024

Difficultés de trésorerie + récession industrielle en Z€ ... mais des marges préservées dans l'ensemble



Incertitude sur le niveau de défaillance dans l'industrie (hors agroalimentaire) en 2024

Vers une stabilisation des défaillances pour les PME-ETI en 2024 ...

... mais un effet de rattrapage pour les plus petites structures

Microentreprises et 'petites' TPE

Normalisation des procédures de recouvrement de l'Urssaf depuis septembre 2023

Effet de diffusion des défaillances de PME-ETI en 2023 aux sous-traitants de petites tailles en 2024

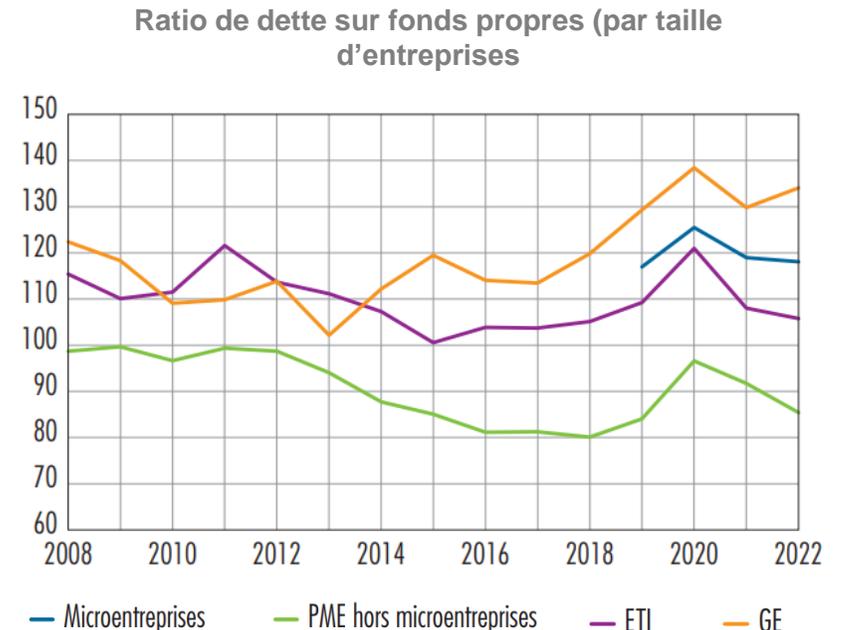


Données : Bodacc et Diane+ ; Méthodologie et calculs : BPCE L'Observatoire

PME-ETI

Bilan solide dans l'ensemble

Rattrapage déjà important en 2023



Source : Banque de France

2024 sera une année difficile sur le front des défaillances ...

... mais un impact économique proche de 2023 (autour de 250 000 emplois menacés)

62 000 défaillances prévues* ...
(soit +10 % par rapport à 2023)

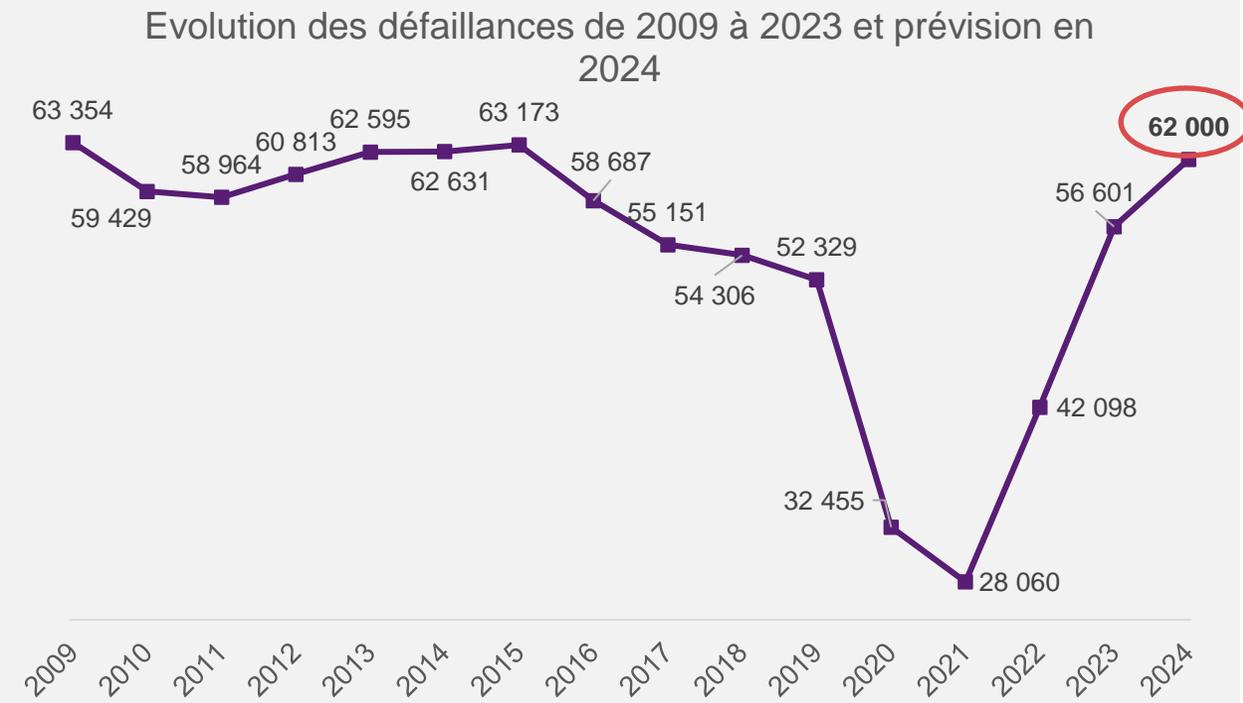
... qui s'apparente à un effet de rattrapage partiel ...

... bien loin d'un scénario catastrophe
(moyenne 2010-2015 = 61 200 défaillances)

Autour de **250 000 emplois menacés**
(proche du sommet de 2023)

*scénario central soumis à des nombreux aléas

~250 000 emplois menacés
en 2024 (proche de 2023)





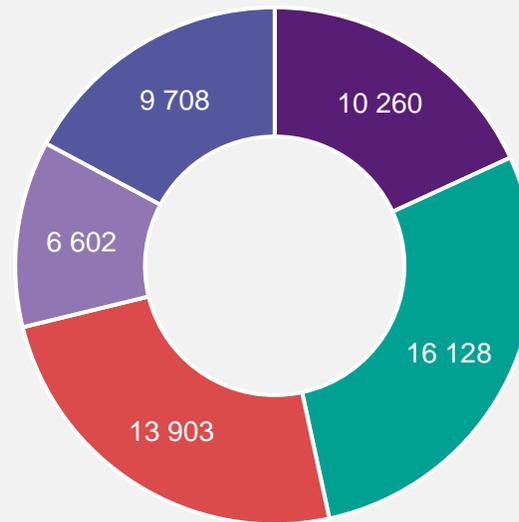
QUESTIONS - RÉPONSES

Âge des entreprises défailtantes

Parmi les 56 601 entreprises défailtantes, seules 10 260 ont été créées récemment

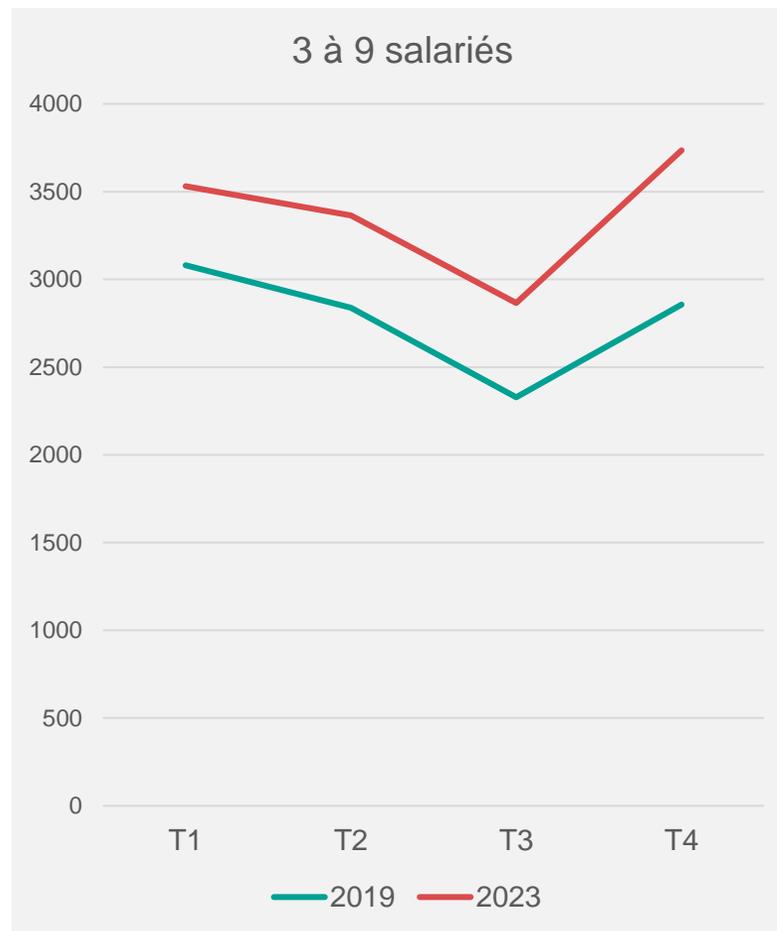
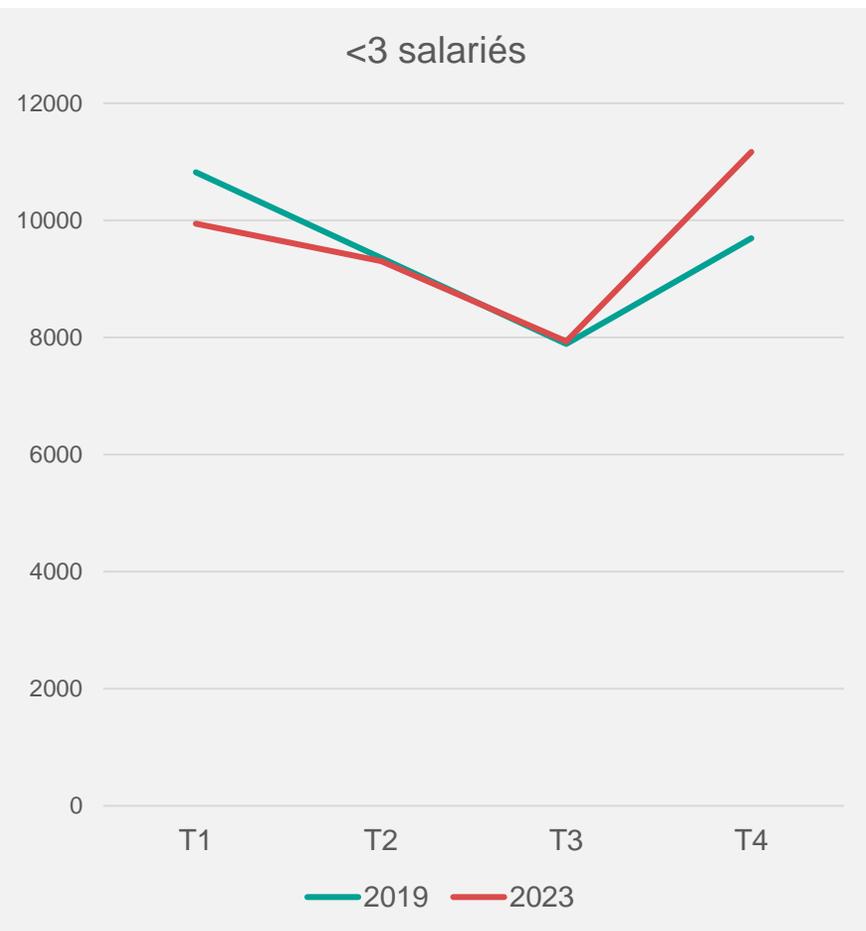
Les néo-entreprises sont plus largement épargnées par la remontée des défailtances, en lien surtout avec les aides d'état dont elles ont bénéficié

Structure d'âge des entreprises défailtantes



■ Moins de 3 ans ■ Entre 3 et 5 ans ■ Entre 6 et 10 ans ■ Entre 11 et 15 ans ■ 16 ans et plus

Evolution trimestrielle des défaillances par taille





PARTENAIRE PREMIUM



groupeBPCE.com

